

Le conflit a donné lieu à une dynamique de polarisation qui pourrait créer davantage d'incertitude, même au-delà de la région, avec les États-Unis, la Chine et la Russie jouant un rôle clé.

Giuseppe Dentice, directeur du Bureau MENA du Centre d'études internationales / Centro Studi Internazionali (Ce.S.I.).

RÉPERCUSSIONS INTERNATIONALES DU CONFLIT DE GAZA

« Nous sommes en guerre ». C'est en ces termes que le premier ministre Benjamin Nétanyahou a qualifié de façon catégorique l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre dernier. Une guerre totalement différente de celles du passé et capable d'ouvrir une nouvelle phase dans les relations locales, régionales et internationales au Moyen-Orient. Dans un sens, ce nouveau conflit pourrait être défini comme une sorte de « 11 septembre 2001 » ou de « Pearl Harbor » d'Israël. Quelque chose de jamais vu dans ces termes et peut-être avec de plus grandes répercussions, même psychologiques, que le Yom Kippour (ou du Ramadan) de 1973, qui a laissé des traces profondes dans le pays.

À ce jour, le plus grand danger ne tient pas seulement à l'évolution de l'opération terrestre à Gaza (avec tous les inconvénients et les risques politiques et sécuritaires, aggravés aussi par le nombre incertain d'otages civils et militaires capturés par le Hamas), mais surtout au fait que cette opération militaire pourrait ouvrir la voie à de nouveaux fronts : la frontière syro-libanaise, sur le point d'exploser en raison du rôle du Hezbollah, ou une résurgence de la violence en Cisjordanie, attisée par les divisions intra-palestiniennes et l'infiltration d'agents du Hamas ou du Jihad islamique palestinien dans ces territoires, ne sont que quelques-uns de ces dangers. Ce qui est particulièrement inquiétant d'un point de vue régional et international, c'est l'extension potentielle du conflit aux principaux acteurs du Moyen-Orient, avec l'implication directe des États-Unis, de la Chine et de la Russie dans la défense de l'une ou l'autre des parties.

À l'heure actuelle, il semble peu probable que les acteurs internationaux puissent influencer ce qui est perçu par toutes les parties comme une crise aux racines locales. Dans le même temps, les événements montrent qu'aucune puissance mondiale ne peut s'attendre à ce que le conflit se résolve de lui-même ou d'une manière non traumatisante. Il n'est pas surprenant que personne ne veuille ou ne puisse se tailler un rôle de leader, notamment en raison de la tentative manifeste des États-Unis, d'empêcher la Russie et la Chine d'entrer dans un dossier qui a toujours été la prérogative de la Maison Blanche.

Il y a donc non seulement un risque d'escalade, mais aussi d'extension du conflit à la région, le pire des scénarios. Ce qui est certain, c'est que le 7 octobre 2023 marquera une nouvelle date pour le monde et que la logique de maintien à tout prix du *statu quo* au Moyen-Orient est obsolète et n'est plus reproductible. Il est donc important de comprendre comment les acteurs internationaux vont tenter de définir leur jeu et de préserver leurs intérêts et leurs ambitions dans une nouvelle guerre de Gaza, qui ne se limite pas aux seuls contours du Moyen-Orient.

AU MOYEN-ORIENT, LES ÉTATS-UNIS MARCHENT SUR LE FIL DU RASOIR

Jusqu'au 7 octobre, la principale approche de la présidence de Joe Biden à l'égard du conflit israélo-palestinien et de la région du Moyen-Orient, dans son ensemble, suivait la ligne traditionnelle basée sur des processus de « paix économique » et de « garanties militaires et de sécurité ». En d'autres termes, le finance-



ment généreux des secteurs de la défense du Golfe et la promotion des accords d'Abraham (d'un point de vue économique-stratégique) auraient servi d'outils de stabilisation régionale et d'isolement des acteurs déstabilisateurs (en particulier l'Iran).

Un plan clair basé sur l'idée que le maintien du *status quo* politique dans la région, était la prémisse fondamentale qui ne devait jamais être modifiée. Dans cette logique, donc, le conflit israélo-palestinien a également perdu de sa pertinence dans les agendas internationaux et régionaux des acteurs internes et externes du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MENA). Ce mécanisme cherchait à rééquilibrer les structures régionales en faveur de la dissuasion mutuelle, en perdant de vue ce qui se passait dans le contexte palestinien et en délégitimant effectivement ses autorités au nom d'une *realpolitik* censée garantir l'une des deux parties impliquées dans le conflit atavique. Or, la guerre du 7 octobre a démasqué cette approche, obligeant tous les acteurs régionaux et internationaux à un changement de cap profond et brutal, et a remis la question palestinienne au centre des agendas politiques, avec toutes ses charges émotionnelles, idéologiques et sociales déstabilisantes et polarisatrices. En d'autres mots, la guerre entre Israël et le Hamas ralentira le processus de normalisation des relations entre Tel-Aviv et le monde arabe et, en général, aura des conséquences importantes sur la réorganisation (géo) politique et sécuritaire de l'ensemble du Moyen-Orient, du moins dans le sens où l'entendent les États-Unis. Cela entraînera également un changement de perspective sur la logique même de la question israélo-palestinienne. En

Le président Joe Biden et le premier ministre Nétanyahou à Tel Aviv, le 18 octobre 2023./
GPO/HANDOUT/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

Les USA, l'UE et la communauté internationale ne pourront donner un élan au processus de paix que s'ils parviennent à saisir la nouvelle logique du conflit en cours et à dépasser la rhétorique des Accords d'Oslo, remplacée par les faits

effet, les États-Unis, l'UE et la communauté internationale, au sens large, ne pourront donner un fort élan au processus et, surtout, protéger les Palestiniens que s'ils parviennent à saisir la nouvelle logique du conflit en cours et à dépasser les slogans usés et la rhétorique, remplacés par les faits, des Accords d'Oslo.

En ce sens, le rôle de Washington, de l'UE et de ses principaux membres (France, Italie, Allemagne + Royaume-Uni), en coordination avec certains ministères des Affaires étrangères du Moyen-Orient (Égypte, Qatar et, surtout, Turquie) et avec les Nations unies, pourrait être fondamental pour tenter, en premier lieu, de réduire l'escalade entre les parties en conflit, soutenir les efforts visant à faciliter la libération des otages israéliens détenus par le Hamas [un échange d'otages contre des prisonniers a eu lieu fin novembre], renforcer le travail de la FINUL, ouvrir des canaux humanitaires pour la population de Gaza et délégitimer le Hamas de toute crédibilité politique en faveur du renforcement du rôle de l'Autorité nationale palestinienne (ANP), seul garant légitime de la cause palestinienne internationalement

Washington ne veut et ne peut pas oublier l'aspect humanitaire, qui est essentiel pour ne pas perdre le jeu de la (dés)information et de la propagande, habilement géré par l'Iran, la Russie et la Chine, et qui représente une dimension clé de cette guerre

reconnu. Un tel acte, ainsi que la nécessité pour l'ANP de mettre en œuvre des réformes et une plus grande démocratie, pourraient pousser les parties vers la reprise du dialogue diplomatique, qui, cependant, doit être basé sur des concepts clairs et pratiques menant à une articulation plus détaillée et contenant une quelconque proposition pour la reconnaissance de l'État palestinien.

Dans le même temps, l'administration Biden ne peut et ne veut pas prendre de risques excessifs et répéter des erreurs historiques, comme ce fut le cas lors de ce qui a été jusqu'à présent la crise la plus grave au Moyen-Orient, à savoir l'invasion d'Irak par les États-Unis en 2003. Outre le plan diplomatique et la protection des civils palestiniens, Biden a identifié deux autres priorités essentielles pour les États-Unis : soutenir Israël et empêcher l'extension du conflit.

Il convient toutefois de noter que le soutien à Israël n'est pas un chèque en blanc. De fait, bien que soutenant publiquement la stratégie israélienne contre le Hamas, Biden a assumé un rôle important dans la crise, allant jusqu'à quasiment placer le gouvernement de Nétanyahou, sous la direction d'un commissionnaire et poussant autant que possible à explorer des solutions, qui ne soient pas uniquement militaires. La Maison Blanche n'hésitera pas à s'engager avec des hommes et ressources, mais la présidence Biden ne pourra pas accepter l'élimination du Hamas comme objectif pour résoudre la crise, car même la destruction du groupe au pouvoir à Gaza ne conduira pas à un changement définitif et n'évitera pas le risque de voir se reproduire des cas similaires à l'avenir.

Par conséquent, et passons au deuxième point, dans ce contexte, la priorité de la présidence Biden est d'éviter la régionalisation du conflit. Il est vrai que les alliés du Hamas – principalement le Hezbollah et l'Iran – n'ont aucun intérêt à s'impliquer directement, car pour eux, une usure lente et régulière d'Israël est dans leur meilleur intérêt. Toutefois, si l'opération militaire devait s'étendre au-delà de Gaza, le Hezbollah et l'Iran changeraient de calcul, étendant le front jusqu'au nord d'Israël, en utilisant leurs positions et leurs atouts en Syrie. Dans ce cas, les États-Unis n'auraient d'autre choix que d'intervenir, ce qui pourrait inciter d'autres alliés iraniens, tels que les milices chiïtes en Syrie, en Irak et les Houthis au Yémen, à attaquer des cibles américaines, arabes et israéliennes, en guise de pression et de dissuasion. Les États-Unis seraient ainsi entraînés dans une guerre non désirée, où les intérêts stratégiques directs sont limités, mais qui pourrait néanmoins trouver la Russie et la Chine intéressées à perturber le système libéral et moyen-oriental de l'après-1945 – comme dans le conflit russo-ukrainien – pour relancer leurs ambitions mondiales.

Dans ce contexte difficile et avec des équilibres délicats, la présidence Biden est contrainte de gérer et de

ne pas répudier les actions de son allié israélien sans se laisser entraîner dans un autre conflit au Moyen-Orient, aux frontières politico-militaires floues. De ce point de vue, les États-Unis pourraient être favorables à une action militaire israélienne forte mais limitée contre le Hamas, qui pourrait inhiber ses capacités et ses actions de manière plus ou moins permanente, afin d'éviter que l'opération terrestre à Gaza ne s'étende à d'autres scènes régionales plus dangereuses. Dans le même temps, Washington ne veut pas et ne peut pas oublier l'aspect humanitaire, qui est essentiel pour ne pas perdre le jeu de la (dés)information et de la propagande, habilement géré par l'Iran, la Russie et la Chine, et qui constitue une dimension fondamentale de cette guerre.

L'AMBIGUÏTÉ STRATÉGIQUE DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE : UN NOUVEAU MOMENT DANS LE DÉFI LANCÉ AUX ÉTATS-UNIS ET À L'ORDRE MONDIAL LIBÉRAL

Dans cette situation, cependant, on ne peut exclure une tentative d'ingérence de la Russie et de la Chine. Moscou et Pékin ont de nombreuses raisons, à commencer par l'opportunité unique qu'un tel conflit peut représenter dans la dynamique mondiale. Sans compter qu'un rôle marginal ou apparemment distant ne traduit pas une insignifiance, mais plutôt un choix prudent et délibéré fondé sur une « inaction stratégique » destinée à remplacer avant tout les États-Unis, qui ont tant (et peut-être trop) à perdre dans ce conflit.

Du point de vue russe, la guerre entre Israël et le Hamas pourrait avoir des répercussions sur la guerre en Ukraine, en détournant l'attention de la communauté internationale et la chaîne mondiale d'aide économique et militaire aux parties impliquées. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, pourrait chercher à exploiter sa relation personnelle controversée avec Vladimir Poutine, pour contenir l'Iran et ses représentants en Syrie. Poutine, quant à lui, pourrait en profiter pour obtenir un avantage stratégique, notamment en faisant pression sur Israël pour qu'il réduise son aide, déjà limitée, à l'Ukraine et rappeler aux États-Unis son influence dans cette partie du monde. Un avantage stratégique favorisé par le vide laissé par les États-Unis ces dernières années et partiellement comblé par Moscou en maintenant des relations énergético-militaires étroites avec les partenaires historiques des États-Unis dans la région MENA. Cependant, l'intérêt principal du Kremlin reste le théâtre ukrainien et ses efforts seront donc essentiellement dirigés vers cette scène. Toute intervention, principalement diplomatique, entre Israël et le Hamas visera à tenter d'influencer certaines dynamiques collatérales, mais avec une fonction anti-américaine déclarée, peut-être en exploitant ses liens étroits avec

Téhéran et certains acteurs arabes régionaux (Algérie, Égypte, EAU).

Un discours similaire, bien qu'avec une lecture politique moins assertive, peut être tenu sur le rôle de la Chine. Comme Moscou, Pékin a également adopté une position attentiste, mais observe avec grand intérêt ce qui se passe entre Israël et le Hamas, dans le but d'exploiter ses bonnes et profondes relations avec Tel-Aviv, dans une optique anti-américaine. Dans le même temps, elle considère qu'il est important de protéger ses relations avec l'Arabie saoudite et l'Iran, qui, grâce à la médiation chinoise, ont conclu un accord bilatéral visant à garantir une désescalade généralisée dans le golfe Persique et dans l'ensemble du Moyen-Orient. La guerre risque donc d'être un obstacle aux ambitions stratégiques de Pékin dans la région. En ce sens, la prise en charge d'un risque politique direct, également par le biais d'un rôle de médiation visant à garantir la paix et la stabilité, ne peut être considérée comme un acte souhaité ou recherché par Pékin, car historiquement, il n'utilise pas son poids spécifique sur la scène internationale pour gérer des conflits ou agir dans des environnements hautement conflictuels. Il est donc probable que la Chine garde ses distances et évite de prendre des mesures de sécurité drastiques.

Toutefois, la Russie et la Chine peuvent exploiter cette situation à leur avantage, en contrôlant les récits. Le principal champ de bataille sera le Conseil de sécurité des Nations unies, où Pékin et Moscou ont déjà voté contre une résolution de Washington parce qu'elle n'appelait pas Israël à déposer les armes. De plus, les deux pays ont été relativement clairs dans leurs positions sur ce conflit en critiquant Israël et le soutien des États-Unis et de l'Occident à Tel-Aviv – bien qu'en utilisant un langage diplomatique prudent et non provocateur – sans condamner explicitement le Hamas. Ainsi, une fois de plus, l'utilisation d'une rhétorique partielle servira à promouvoir l'objectif commun de la Russie et de la Chine dans le système mondial : renforcer les liens avec les pays du Sud global, en particulier dans le monde musulman d'Afrique et d'Asie, en éloignant ces réalités de l'Occident et de l'idée d'un système libéral post-1945.

L'utilisation d'une propagande forte et instrumentale pourrait favoriser la Russie et la Chine, qui cherchent à se présenter comme défenseur de la paix dans le conflit entre Israël et le Hamas dans le cas de Moscou, tandis que Pékin tente de promouvoir son image de médiateur.

LE MOYEN-ORIENT, NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE ENTRE L'OCCIDENT ET L'AXE RUSSO-CHINOIS

S'il est vrai que les racines du conflit doivent être recherchées dans une matrice locale et donc dans le contexte israélo-palestinien, il n'en reste pas moins indéniable que, par son offensive, le Hamas a cherché à bousculer les dynamiques régionales en contribuant à stopper la normalisation avec Tel-Aviv et à assumer le leadership politique et moral de la cause palestinienne aux yeux du monde entier. C'est pourquoi l'éventualité d'une extension du conflit représente un défi énorme pour la stabilité de l'ensemble du Moyen-Orient et du système libéral et international. Après le conflit russo-ukrainien,



Xi Jinping et Vladimir Poutine lors du Forum de la « Nouvelle Route de la Soie ». Pékin, 18 octobre 2023./SUO TAKEKUMA/POOL GETTY IMAGES

la guerre de Gaza vient à nouveau mettre à l'épreuve le système libéral international, que certains acteurs mondiaux, tels que la Russie et la Chine, cherchent à transformer et à modeler selon des logiques plus adaptées à leurs ambitions. De fait, les deux cherchent à se présenter comme les garants du droit International face aux contradictions de l'Occident à Gaza et, en particulier, à l'attitude pro-israélienne des États-Unis. Il est donc clair qu'une escalade du conflit au Moyen-Orient aurait des répercussions internationales directes, avec la possibilité de voir émerger de nouveaux équilibres dans la région MENA, également, en conséquence des nouvelles tensions nées de la situation interne palestinienne, et qui impliqueraient irrémédiablement Israël, le monde arabe, l'Iran et ses représentants régionaux.

Cependant, la guerre a déjà fourni quelques indications pour Israël et l'ensemble des accords d'Abraham parrainés par les États-Unis. Personne ne peut sous-estimer la gravité de ce qui s'est passé, ni même envisager de repartir à zéro, car le 7 octobre 2023 représente un nouveau jalon dans l'histoire du Moyen-Orient. Au cours de cette phase, Israël et les États-Unis seront contraints à repenser les systèmes politiques et de sécurité régionaux et internationaux. De même, les processus de normalisation entre Israël et les pays arabes subiront des répercussions et les forces appliquées dans ces processus ne pourront plus être reproduites à court ou moyen terme.

Il en va de la stabilité de l'ensemble du Moyen-Orient, ainsi que de la crédibilité de la communauté internationale, qui ne peut plus se cacher derrière le slogan de la solution à deux États, si elle n'a pas l'intention de donner corps à ce processus. En dernière instance, il faudra repenser un cadre différent, qui intègre les aspirations israéliennes et palestiniennes et qui considère les acteurs régionaux et internationaux comme des éléments clés du processus décisionnel pour atteindre cet objectif./